# REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail









RAPPORT DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU(FPHN) SUR LES ODD. THEME "RENFORCER LES CAPACITES DES POPULATIONS ET ASSURER L'INCLUSION ET L'EGALITE"

DU 09 AU 18 JUILLET 2019, NEW YORK



# PRESENTE PAR:

GOGOUA K. Rachel § Dr BROU G. Georgette 22/07/2019

# **JUILLET 2019**



# TABLE DES MATIERES

Liste des photographies et figure	3
INTRODUCTION	
I-1 ACTIVITES OFFICIELLES  I-1-1 Revue thématique des objectifs  A- Cérémonie d'ouverture	4
B- Débats généraux : revue thématique des ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17	
C- Cérémonie de clôture	7
I-1-2 Session Ministérielle	
B- Présentation des Rapports Nationaux Volontaires : point saillants	8
C- Déclaration ministérielle de la Côte d'Ivoire	9
D- Clôture	9
I-1-3 Panels de haut niveau.  A- Journée de l'Afrique sur les Partenariats pour accélérer la mise en œuvre des Agendas 2030 et 2063.  B- Panel sur le thème « Réduire les inégalités en favorisant une transition juste et inclusive avec une action climatique ambitieuse »	10
I-2 ACTIVITES PARALLELES  I-2-1 Formation sur le plaidoyer Beijing +25  I-2-2 Panel sur l'évaluation des partenaires  I-3 AUDIENCE DE L'ISC/ODD-CI AVEC LE PNUD NEW YORK  II- RECOMMANDATIONS  III- PROCHAINES ETAPES	10 11 12 13
CONCLUSION	15

# LISTE DES PHOTOGRAPHIES ET FIGURE

<u>Photo n°1</u> : Une vue de la table de séance à l'occasion de la présentation du RNV	
de la Côte d'Ivoire (MPD, Mission permanente de la CI, MSCSLP, MINEDD, ISC/ODD-CI)	08
Photo n°2 : Représentantes de l'ISC/ODD-CI à la formation sur le plaidoyer Beijing+25	11
Photo n°3 : Séance de travail PNUD New York-ISC/ODD-CI	12
Figure n°1 : Processus d'évaluation des ODD.	13

# INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire, à l'instar de tous les pays du monde, s'est engagée à réaliser les Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015. A l'occasion donc de la 17ème session du Forum Politique de haut Niveau sur les ODD, tenu du 9 au 18 juillet 2019, à new York et relativement au thème « **Donner aux gens les moyens d'agir, garantir l'inclusion et l'égalité** », le pays a présenté, pour sa première fois, son rapport national volontaire.

Ce rapport a mis l'accent sur la mise en œuvre des six objectifs ciblés par la 17ème session du dit forum. Ces objectifs sont : **ODD 4** (Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) ; **ODD 8** (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous); **ODD 10** (Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein) ; **ODD 13** (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) ; **ODD 16** (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable) et **ODD 17** (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

Ce Forum a vu la participation de 47 pays issus des Institutions de développement, des administrations publiques, des organisations de la société civile et du secteur privé qui ont fait le point des avancées au niveau de la mise en œuvre des 6 ODD retenus ainsi que des défis et perspectives y liés.

# I- DEROULEMENT DES TRAVAUX DU FORUM

Le forum a été meublé d'activités officielles et celles parallèles.

#### I-1 ACTIVITES OFFICIELLES

La première semaine du forum a été consacrée à la revue thématique des 6 ODD retenus suivie de la session ministérielle dans la deuxième semaine, au cours de laquelle les pays ont présenté leur différent rapport.

#### I-1-1 Revue thématique des objectifs

A-Cérémonie d'ouverture

Le 09 juillet 2019, dans son intervention, la Présidente de la session, **Inga Rhonda King**, **Représentante Permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines et Présidente du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC)**, a souligné que la session du FPHN de 2019 revêt une importance particulière car il s'agit de la dernière réunion du premier cycle du dit forum marquant la conclusion du premier examen des 17 objectifs de développement durable. De plus, ses conclusions constitueront des messages clés à transmettre au sommet des ODD prévu en septembre 2019.

Valentin Rybakov, Représentant Permanent du Bélarus et Vice-Président d'ECOSOC, a présenté les messages clés du segment d'intégration de l'ECOSOC, notant que le processus de VNR est utile pour engager les parties prenantes et stimuler l'intégration des ODD dans les plans de développement nationaux. C'est pourquoi, il a recommandé que tous les acteurs, y compris le secteur privé, soient impliqués afin de changer les comportements qui compromettent la mise en œuvre des ODD.

Liu Zhenmin, Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Economiques et Sociales de l'ONU, a déclaré que le FPHN soutient l'Agenda 2030 en aidant les pays à accélérer et à suivre sa mise en œuvre. Il a annoncé une nouvelle plate-forme en ligne sur le site Web du Sommet des ODD, permettant d'enregistrer les actions soutenant la mise en œuvre de ces ODD.

Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU chargée de la violence à l'encontre des enfants, est intervenu sur l'élimination de la violence à l'égard des enfants, relative à la cible 16.2 des ODD, affirmant que la violence à l'égard des enfants, compromet la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Elle a insisté sur l'élaboration/application des cadres juridiques plus solides, la production de données, plus de partenariats ; et le respect des droits des enfants au niveau national.

Chris Skinner, Auteur et commentateur, a déclaré que la technologie financière modifie la fourniture de services financiers, notamment en atteignant les personnes exclues des services bancaires et financiers, malgré le retard initial dans l'utilisation de la technologie numérique.

Yolanda Joab Mori, Ambassadrice de One Young World, a souligné la nécessité de combler le fossé qui sépare les Gouvernements et les populations dans la traduction de l'Agenda 2030 en action sur le terrain. Elle a également présenté les messages clés du Forum des jeunes de l'ECOSOC, notamment l'importance d'investir dans la science et la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) afin que les jeunes puissent résoudre des problèmes.

# B- Débats généraux : revue thématique des ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17

Les six ODD ont été passés en revu par l'assemblée et permis d'identifier des solutions pour lever les défis qui se présentent.

Le 09 juillet 2019



Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

a été consacré à l'examen de la mise en œuvre de l'objectif 4. Une présentation a révélé une «crise mondiale de l'apprentissage», caractérisée par un faible taux de maîtrise de la lecture et des mathématiques parmi les écoliers malgré une augmentation des taux de scolarisation, en particulier en Afrique subsaharienne. Les solutions proposées par les intervenants

comprenaient non seulement des réformes du secteur de l'éducation, mais également une transformation des mentalités pour rendre les systèmes d'enseignement plus inclusifs ; l'intégration de la vision des objectifs de développement durable, y compris la citoyenneté mondiale et la durabilité, dans les programmes d'enseignement ; et l'amélioration «spectaculaire» des conditions de travail des enseignants.



# Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Le 10 Juillet 2019 a été consacré à l'examen de la mise en œuvre de **l'objectif 8** et de ces relations avec les autres Objectifs de Développement Durable. Les progrès dans la réalisation de cet objectif auraient été lents et quelque peu mitigés : malgré

une augmentation de la croissance du produit intérieur brut à l'échelle mondiale, les PMA sont en deçà de leur objectif de 7%; 22% des jeunes du monde entier ne suivent ni d'éducation, ni d'emploi, ni de formation et l'augmentation de la productivité du travail varie fortement d'une région à l'autre. Plusieurs orateurs ont évoqué les effets de l'économie numérique, la décrivant comme une « épée à double tranchant » qui responsabilise les gens mais peut aussi avoir des conséquences néfastes pour l'avenir du travail.

Les intervenants ont également insisté sur la nécessité de réformer les programmes d'enseignement afin de faire en sorte que les compétences correspondent aux besoins futurs, ainsi que sur la nécessité cruciale d'accroître la participation des femmes au marché du travail et à l'économie numérique en particulier.



#### Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Le 11 Juillet 2019 a été consacré à l'examen de la mise en œuvre de l'**ODD 10** et de ces interrelations avec les autres ODD. L'aperçu des statistiques de mise en œuvre de l'ODD 10 a montré que le revenu et d'autres formes d'inégalité sont en augmentation. À l'échelle mondiale, les 40% les moins riches perçoivent moins de

25% du revenu global et une part croissante des revenus atteignent les 1% les plus riches dans de nombreux pays. Pendant ce temps, 50% des personnes touchées par l'extrême pauvreté sont des enfants de moins de 14 ans. Les principes de «ne laisser personne derrière » et de « rien pour nous sans nous » ont été évoqués comme essentiels pour la réalisation de l'ODD 10.

Le 12 Juillet 2019, deux sessions ont été consacrées à la mise en œuvre et aux relations entre les ODD, particulièrement l'ODD 13 pour la première session et l'ODD 16 pour la seconde session.



# Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Concernant **l'ODD 13**, Luis Alfonso de Alba, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur l'action pour le climat de 2019, a exhorté les gouvernements à présenter au plan ambitieux des plans visant à réduire de 45% les émissions d'ici 2030 et à assurer la neutralité carbone. Carolina Schmidt, ministre de

l'Environnement du Chili et présidente désignée de la Conférence sur le climat de 2019 a défini sept priorités pour la Conférence : ambition de mise en œuvre ; règles pour les mécanismes du marché du carbone ; finance climatique ; la science pour des solutions climatiques ; adaptation et pertes et dommages ; forêts et sécurité alimentaire ; et les océans et le changement climatique, sans oublier le genre qui demeurera un thème transversal pour toutes les questions.



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

Pour ce qui est de **l'ODD 16**, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) n'a signalé aucun progrès substantiel par rapport aux

objectifs de l'ODD 16 ces dernières années, des milliers de personnes risquant davantage d'être victimes de meurtres, d'agressions et de violences sexuelles. Les femmes représentent 70% des victimes de violence et les assassinats de défenseurs des droits de l'homme ont augmenté de 2 victimes par semaine en 2018 par rapport à 2017. Des orateurs ont appelé à associer les femmes, les jeunes, les enfants et les victimes à l'élaboration des politiques liées à l'ODD 16; promouvoir des politiques non discriminatoires; instituer et adopter des politiques visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme; et mettre la technologie au centre du renforcement des capacités institutionnelles.



# Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

La Journée du 14 Juillet 2019 a été consacrée à l'examen de la mise en œuvre de **l'ODD 17** et des interrelations avec les autres ODD. Les échanges lors de cette session ont porté sur « le passage des mots à l'action» le financement des objectifs

de développement durable (ODD). Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES) a annoncé que l'aide publique au développement (APD) s'élevait à 149 milliards USD en 2018, soit une baisse de 2,7% en termes réels par rapport à 2017 ; et l'aide humanitaire a diminué de 8%. Elle a noté une réduction de l'aide aux pays les moins avancés et aux pays africains, soulignant que les pays donateurs ne tenaient pas l'engagement d'augmenter l'APD. Homi Kharas, de la Brookings Institution, a noté que plus de 20 à 30 000 milliards USD ont été dépensés pour les ODD Jusqu'à présent, ces investissements ont principalement eu lieu dans les économies à revenu élevé et intermédiaire.

Les délégués ont notamment discuté de l'importance de la mise en œuvre de la vision commune de l'Agenda 2030 en respectant les engagements en matière d'aide ; réduire les flux financiers illicites ; amélioration de la perception des impôts ; réduire le coût des envois de fonds ; s'assurer que les fonds sont disponibles au niveau local ; et mobiliser le secteur privé.

# C- Clôture des sessions des revues thématiques du FPHN

A la suite des revues thématiques, les participants ont discuté des enseignements tirés de quatre années de RNV. Les orateurs ont souligné les défis liés, entre autres à : l'exactitude, la collecte et la ventilation des données ; manque d'implication significative des parties prenantes et « d'espaces civils» ; manque d'attention adéquate pour les causes profondes de l'inégalité dans les RNV; fragmentation institutionnelle; manque d'appropriation adéquate par le pays; et manque de suivi, après les présentations au FPHN. Le rôle des RNV dans la promotion de la coordination des objectifs de développement durable et la clarification des rôles et des responsabilités en matière de mise en œuvre a également été reconnu.

#### I-1-2 Session Ministérielle

A la suite de la semaine des revues thématiques du Forum, se sont tenues les sessions ministérielles de Haut Niveau, du 16 au 18 Juillet 2019.

# A- Ouverture

Le Mardi 16 Juillet 2019, s'ouvraient la réunion de Haut Niveau du Conseil Economique et Social (ECOSOC) et la Réunion Ministérielle du FPHN avec plusieurs déclarations de haut Niveau.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à une « intensification spectaculaire » des investissements privés et publics dans les objectifs de développement durable et a appelé les gouvernements à « démarrer une décennie de résultats et d'action ».

María Fernanda Espinosa, Présidente de l'Assemblée Générale des Nations Unies, a déclaré que les cinq réunions au sommet tenues au siège des Nations unies en septembre 2019 constitueront une occasion essentielle de montrer que le multilatéralisme fonctionne bien.

Mary Robinson, Présidente des The Elders, a déclaré ne plus être considéré comme volontaire, après les conclusions alarmantes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Richard Curtis, scénariste, producteur et réalisateur, Royaume-Uni, a appelé les gouvernements à saisir « l'opportunité unique» présentée par les ODD avant que la fenêtre d'opportunité ne commence à se fermer et qu'une acceptation de l'échec s'installe.

Selon **Hoesung Lee**, **Président du GIEC**, la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) sera rendue plus difficile par les effets du réchauffement planétaire, mais les impacts seront beaucoup moins importants si la hausse de la température moyenne mondiale est limitée à 1,5 ° C au lieu de 2° C.

# B- Présentation des Rapports Nationaux Volontaires : points saillants

Les sessions ministérielles ont été meublées par la présentation d'examens nationaux volontaires par 47 pays, dont 17 pays africains y compris la Côte d'Ivoire.



Photo n°1: Une vue de la table de séance à l'occasion de la présentation du RNV de la Côte d'Ivoire (MPD, Mission Permanente de la CI, MSCSLP, MINEDD, ISC/ODD-CI)

A l'issue des présentations, il ressort que beaucoup d'efforts ont été faits par les pays pour l'alignement des ODD sur leurs plans nationaux, la parité dans la scolarisation des jeunes filles et des jeunes garçons, la protection sociale des communautés, l'investissement dans les infrastructures socio- économiques, l'adaptation aux changements climatiques et le développement de partenariat.

A l'analyse des revues thématiques des 6 ODD, objets de ce forum, des différents débats, présentations, communications et panels, il est revenu de façon récurrente les guestions liées :

- aux inégalités et questions de genre (l'égalité Homme-femme);
- au financement des ODD;
- à la gouvernance ;
- à l'impérieuse nécessité de collaborer avec la société civile ;
- à la disponibilité des données ;
- au changement climatique ;
- à l'inclusivité du processus.

A cet effet, Le Secrétaire Général de l'ONU a indiqué que le Développement Durable ne peut se réaliser sans la prise en compte de ces questions par les Etats. Elles apparaissent comme la condition sine qua none de du développement intégral de chaque pays.

#### C- Déclaration ministérielle

Parallèlement, aux présentations des Rapports Nationaux volontaires des Pays, se tenait le débat général de haut niveau. Le débat général a débuté par une présentation des messages clés des rapports du Secrétaire général des Nations Unies sur les scénarios et les tendances à long terme et sur le thème de la session ECOSOC 2019 qui est « *Donner aux gens les moyens d'agir, garantir l'inclusion et l'égalité* » ; et du rapport de la Commission des politiques de développement (CDP). Les déclarations des États membres ont suivi.

La Côte d'Ivoire par la voix du Professeur Joseph Séka SEKA, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable est également intervenue le 17 Juillet 2019 et rappelé les acquis défis et perspectives de la mise en œuvre des ODD.

# D- Clôture

La cérémonie de clôture du FPHN 2019 s'est déroulée le vendredi 19 juillet 2019. La réunion de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) a exposé les visions et les projections concernant l'avenir des objectifs de développement durable (ODD), ainsi que des tendances et des scénarios à long terme.

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a présenté les grandes tendances du résumé de la perspective du développement durable 2019 qui sera lancé en septembre 2019, soulignant que la mise en œuvre des objectifs de développement durable est rendue plus difficile par la baisse de la croissance du PIB, inférieure de 1% au taux de croissance enregistré pendant la période des objectifs du Millénaire pour le développement (2000-2015), et le risque imminent de détérioration soudaine des conditions financières constitue un risque supplémentaire; et la population mondiale devrait atteindre 8,5 milliards d'habitants en 2030, et si cela peut présenter un dividende démographique pour les pays en développement où la main-d'œuvre est jeune, près de 1,8 million devraient faire face à un risque de chômage chronique et rester en dehors de la population active.

**Cristián Samper, Wildlife Conservation Society**, a appelé à la mise en réserve de 30% des écosystèmes d'ici 2030 et à la restauration des zones dégradées. Il a déclaré que 30% des solutions au changement climatique peuvent être basées sur la nature, mais sont négligées dans la plupart des contributions déterminées nationales (NDC) dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lors de la table ronde sur les visions et les projections pour l'avenir, les intervenantes ont souligné: l'éducation et l'apprentissage continu comme la clé pour libérer les progrès du Programme 2030; la paix, la justice et des institutions fortes en tant qu'objectif transversal; décarbonatation en profondeur et révolution numérique parmi les domaines d'intervention privilégiant les voies du changement transformationnel; saine concurrence entre les pays pour accélérer la mise en œuvre; et la nécessité pour les Sommets de septembre 2019 de communiquer sur les conclusions des FPHN.

**M.** Liu a déclaré que les progrès vers les ODD étaient lents ; le manque de données empêche de progresser dans la recherche des personnes défavorisées ; et la participation des parties prenantes est essentielle pour ne laisser personne derrière. Il a noté que les sommets de haut niveau de septembre 2019 seront l'occasion de partager ces messages.

La présidente de l'ECOSOC, Inga Rhonda King, a déclaré que les efforts investis dans le premier cycle du FPHN se traduiraient par un doublement des efforts déployés pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et qu'une approche intégrée incluant les personnes à la prise de décision est essentielle pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Elle a résumé plusieurs

mégatendances émergentes discutées lors du débat de haut niveau de l'ECOSOC et a conclu que l'ECOSOC et le FPHN offraient une plate-forme pour nourrir un débat sur ces questions.

#### I-1-3 Panels de haut niveau

La Côte d'ivoire a été invitée à prendre part à deux panels de haut niveau relatifs aux agendas 2030 et 2063 et au changement climatique.

A- Journée de l'Afrique sur les Partenariats pour accélérer la mise en œuvre des Agendas 2030 et 2063

Cette journée a été l'occasion pour le Chef de délégation de partager l'expérience ivoirienne sur le partenariat au niveau national, régional et international pour accélérer la mise en œuvre des Agendas 2030 et 2063.

B- Panel sur le thème « Réduire les inégalités en favorisant une transition juste et inclusive avec une action climatique ambitieuse »

Le Chef de la délégation a abordé les principales inégalités dont font face les pays en développement, comme la Côte d'Ivoire. Il s'agit des questions de technologies et de compétences, de financements climatiques et de la réorientation des flux financiers vers les technologies vertes, du commerce international non compatible avec la transition énergétique, de même que la restauration des forêts et des océans, puits de carbone naturels.

Afin de s'assurer du principe de « ne laisser personne de côté » dans l'atteinte des ODD, le Gouvernement ivoirien entend poursuivre et intensifier les actions de sensibilisations (notamment en langue locale), de consultations, de renforcements de capacités des acteurs de la société civile, du secteur privé et des collectivités décentralisées.

De plus, la promotion des partenariats public-privé, de la coopération sud-sud et de la coopération triangulaire s'avère être une avenue à privilégier dans la promotion du développement durable en Afrique.

A l'issue des échanges, les différentes questions liées aux luttes contre les inégalités extrêmes, à la gouvernance climatique, au financement, à l'adaptation et la justice climatique et intergénérationnelle, à la coopération internationale pour la mise en œuvre de l'accord de Paris et la numérisation des économies ainsi qu'une approche holistique de la question permettront d'assurer la transition face à l'urgence climatique.

L'ISC/ODD-CI a interpellé les différents panélistes sur les inégalités dans la coopération Nord-Sud relatives à la circulation des personnes (délivrance de visas), aux exigences de collaboration d'ONG locales avec des ONG de l'UE pour l'éligibilité à leurs appels à projets, etc.

#### I-2 ACTIVITES PARALLELES

En marge du Forum politiques de haut Niveau, de nombreuses sessions de formation et d'échange réunissant des experts et hauts représentants de pays et d'institutions se sont tenues. L'ISC/ODD-CI a pris part à certaines de ces rencontres portant sur le processus de Beijing +25 et le mécanisme d'évaluation des partenaires.

# I-2-1 Formation en plaidoyer Beijing +25

La déclaration et le Programme d'action de Beijing sont un cadre politique et un plan directeur pour la promotion de l'égalité des sexes et des droits de la femme. A l'occasion du 25ème anniversaire des processus du Programme-Cadre en 2020, leur examen est en cours aux niveaux national, régional et mondial. C'est une occasion de faire le point, de mobiliser tous les acteurs pour une mise en œuvre accélérée et efficace. Pour ce faire, l'ONG CSW New York a organisé une formation sur le plaidoyer Beijing+25, le mercredi 10 juillet 2019, à UN Plaza, New York.



Photo n°2 : représentantes de l'ISC/ODD-CI à la formation sur le plaidoyer Beijing+25.

Les capacités des participants dont l'ISC/ODD-CI ont été renforcées sur le plaidoyer pour la voix des OSC dans la revue Beijing+25 des OSC en Afrique, l'importance et la feuille de route Beijing+25.

# I-2-2 Panel sur l'Evaluation des partenaires

Le 15 juillet 2019 à 12h30, s'est tenu à l'UNICEF New York, un panel de réflexion et de partage au cours duquel cinq pays panelistes, dont la Côte d'Ivoire représentée par Mr Marcelin Cissé, Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté. Ils sont intervenus sur la thématique « 4 ans après l'agenda 2030, explorer les capacités nationales d'évaluation ».

Les panelistes ont indiqué que l'évaluation repose sur les conditions suivantes :

- Alignement des ODD dans les PND;
- Disposer d'une politique nationale d'évaluation ;
- Disponibilité de données de références, de cibles et d'indicateurs
- Disponibilité de données statistiques désagrégées ;
- Inclusion et participation de toutes les parties prenantes y compris la société civile et les parlementaires afin de prendre en compte les réalités locales et culturelles et réduire les inégalités ;
- Mobiliser des ressources financières ;
- Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus d'évaluation de l'agenda car il s'agit bien là d'un agenda plus politique que technique, ce qui le rend plus complexe ;
- Promouvoir la culture de l'évaluation.

La figure ci- après résume le processus d'évaluation basé sur 5 principes : l'inclusion, la culture, l'équité intergénérationnel, la résilience et la cohérence.

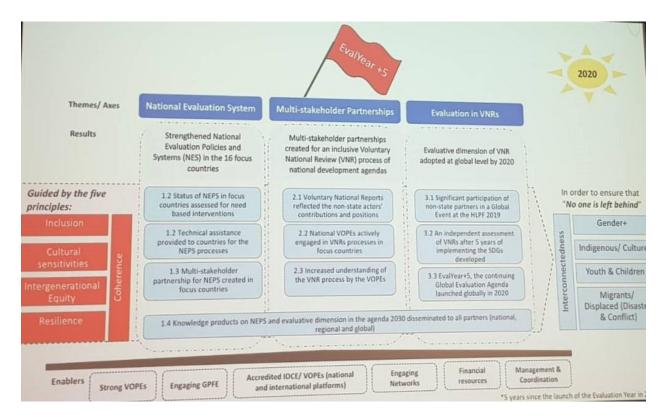


Figure n°1: Le processus d'évaluation des ODD

#### I-3 AUDIENCE DE L'ISC/ODD-CI AVEC LE PNUD NEW YORK

La Côte d'Ivoire présente pour la première fois son rapport national volontaire à la 17ème session du Forum politique de Haut Niveau sur les ODD de 2019. L'ISC/ODD-CI faisant partie de la délégation ivoirienne a saisi l'occasion pour solliciter l'appui du PNUD Côte d'Ivoire pour un arrangement d'audience avec le PNUD New York; ceci afin d'échanger sur les possibilités d'un accompagnement post VNR pour la poursuite des consultations régionales sur l'agenda 2063 et les ODD. La séance de travail s'est tenue le vendredi 19 juillet 2019 à 11h.

Les échanges ont porté sur les impressions de l'ISC/ODD-CI sur la place accordée aux OSC au cours du FPHN 2019, l'implication et le financement des OSC par l'Etat, le mécanisme de contrôle citoyen de l'action publique par les OSC, l'intégration des ODD dans le Plan National de Développement, les mécanismes de coordination de la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire, les rencontres Gouvernement-OSC-PTF et l'adéquation entre les financements reçus et les activités réalisées.

Les parties ont également formulé des attentes en lien avec la mise en œuvre des ODD.

- ✓ Attentes de l'ISC/ODD-CI vis-à-vis du PNUD New York :
  - Appui financier pour la poursuite des consultations régionales sur les ODD et l'agenda 2063.
     En effet, les résultats des consultations nationales ont révélé une faible connaissance des ODD et des mécanismes qui y sont liés par les OSC qu'il faut améliorer.
  - Appui financier et technique pour l'implémentation de l'ISC/ODD-Cl au niveau régional et l'identification de points focaux régionaux;
  - Appui institutionnel pour l'octroi d'un siège, d'équipements informatiques et de bureautique ainsi que de véhicule à l'ISC/ODD-CI ;
  - Prise en charge pour la participation de membres de l'ISC/ODD-CI aux rencontres sur les ODD.

- ✓ Attente du PNUD New York vis-à-vis de l'ISC/ODD-CI :
  - S'assurer que le financement reçu par les OSC sert aux activités prévues et que les résultats soient en adéquation avec les ressources.

Pour terminer, l'ISC/ODD-CI a été félicité par le PNUD New York pour le travail abattu et souhaité que le rapport des consultations nationales des OSC sur les ODD leur soit transmis. L'organisation a également indiqué que des financements sont disponibles pour l'implémentation des ODD dans 20 pays dits fragiles du G7+ dont la Côte d'Ivoire, en collaboration avec le CSPPS. A cet effet, elle a souhaité que les TDRs budgétisés des consultations post VNR leur soit également transmis dans de brefs délais afin qu'après échanges avec le PNUD Côte d'Ivoire, l'analyse de la possibilité d'un financement additionnel à l'ISC/ODD-CI soit faite.



Photo n°3: Séance de travail PNUD New York et ISC/ODD-CI

# II- RECOMMANDATIONS

A l'issue de ce forum politique de haut niveau sur les ODD, de juillet 2019, il est recommandé :

#### Au Gouvernement,

- La mise en place du comité national multipartite de suivi de la mise en œuvre des ODD ;
- Le renforcement de la culture de l'évaluation dans l'administration publique et para publique, dans les sociétés sous- tutelle, le secteur privé et la société civile ;
- La réalisation effective de l'égalité homme-femme dans tous les secteurs de la vie publique, sociale, politique et économique au vu des engagements internationaux pris par notre pays ;
- Le renforcement de l'appareil statistique national afin de résoudre le problème de données statistiques insuffisantes et désagrégées dans le pays ;
- La mise en place d'une véritable place de lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes, les différentes classes et toutes les composantes de la société.

# **Aux Partenaires Techniques et Financiers**

- La mobilisation de financement nécessaire à la mise en œuvre des 17 ODD ;
- Le soutien à la société civile pour la mise en œuvre de ses activités de promotion, vulgarisation et d'implémentation des ODD.

#### Aux collectivités locales

- L'appropriation et l'implémentation des ODD;
- La valorisation du partenariat société civile- collectivité locale.

#### **Aux Parlements**

- L'appropriation et l'implémentation des ODD ;
- La valorisation du partenariat société civile- parlements.

#### Aux Universités et Centres de Recherche

- L'appropriation et l'implémentation des ODD ;
- La valorisation du partenariat société civile- Centres de Recherches et Universités.

# Au secteur privé

- L'appropriation et l'implémentation des ODD ;
- La valorisation du partenariat société civile- secteur privé.

#### A la Société Civile

- L'appropriation et l'implémentation des ODD ;
- La constitution ou le renforcement du partenariat société civile avec toutes les parties prenantes.

#### III- PROCHAINES ETAPES

A l'issue du forum, les prochaines étapes identifiées par la délégation ivoirienne sont les suivantes :

- Mettre en place un Comité national multipartite de la mise en œuvre et du suivi des Agendas 2030/2063 :
- Editer et vulgariser le rapport national volontaire de la Côte d'Ivoire (Sites des Ministères du Plan et du Développement, de l'Environnement et du Développement Durable, des Eaux et Forêts, de l'Assainissement et de la Salubrité Urbaine, de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, du CICG, du SNU);
- Préparer la participation de la Côte d'Ivoire au 1<sup>er</sup> Sommet des Chefs d'Etats sur les ODD prévu les 24, 25 septembre 2019, à New York; ainsi que la conférence sur le climat et la couverture maladie universelle (23 septembre 2019) et la réunion sur le financement du développement (26 septembre 2019);
- Poursuivre les consultations nationales sur les ODD en vue de la sensibilisation/appropriation par les populations ;
- Actualiser et mettre en œuvre la feuille de route de l'ISC/ODD-CI.

# CONCLUSION

D'une façon générale, selon le Secrétaire Général de l'ONU, la réponse globale à la mise en œuvre des objectifs de développement durable n'a pas été suffisamment ambitieuse, et un engagement renouvelé et une action accélérée sont nécessaires pour atteindre les ODD à temps. Tel était le message clé du Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2019, qui avait achevé le premier cycle de quatre ans de son mandat, qui consistait à examiner les 17 objectifs de développement durable et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du Programme de développement durable 2030 (Programme 2030).

En prévision de l'examen à venir par l'Assemblée générale des Nations Unies, des orientations ont été données et sont relatives à une meilleure utilisation des institutions et des forums régionaux, à l'insistance sur les liens entre les objectifs et aux déclarations ministérielles qui rendent compte des discussions du Forum annuel et identifient les actions de suivi.

L'ISC/ODD-CI est engagé à continuer à jouer sa partition dans la promotion des ODD et la coordination de leur mis en œuvre en Côte d'Ivoire.

#### ANNEXE I: COMPOSITION DE LA MISSION

La délégation ivoirienne était conduite par le Professeur Joseph SEKA SEKA, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et composée comme suit :

# Au titre du Ministère du Plan et du Développement

- Monsieur Marcelin CISSE, Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté;
- Monsieur Youssouf N'DIA, Directeur du Contrôle et du Suivi-Evaluation ;
- Monsieur GOURO Godo Eloi, Expert en planification à la Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté :
- Monsieur Yves AKRE, Conseiller Technique du Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté
- Monsieur Bamba Ali, Conseiller Technique du Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté

# Au titre du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

- Professeur Joseph SEKA SEKA, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ;
- Madame Nasséré Kaba, Directrice de Cabinet Adjoint du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable ;
- Monsieur Gustave ABOUA ABOUA, Directeur Général du Développement Durable ;

#### Au titre du Ministère des Eaux et Forêts

- Commandant N'Guessan Epse Anzan Christiane, Directrice de la Planification du Ministre des Eaux et Forêts :

#### Au titre du Ministère de la Salubrité et de l'Assainissement

- Monsieur Gildas Simi, Directeur de Cabinet du Ministre de la Salubrité et de l'Assainissement ;

# Au titre du Ministère de la Famille, Femme et Enfants

Madame Mariétou Koné, Ministre de la Famille, Femme et Enfants;

# Au titre de la Société Civile

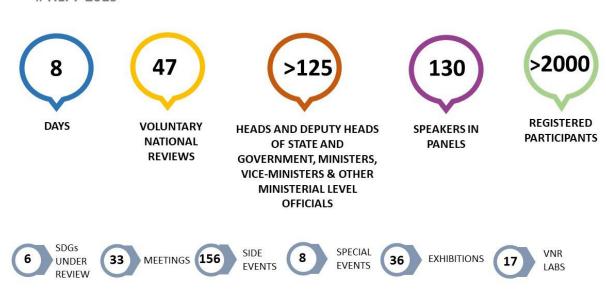
- Mme GOGOUA Kouly Rachel, Présidente de l'ISC/ODD-CI;
- Dr BROU Gnangon Georgette, Membre de l'ISC/ODD-CI, représentante IAD international ;
- M OUATTARA Diakalia, Membre de l'ISC/ODD-CI ;
- Mme SANGARE Mada, Membre de l'ISC/ODD-Cl :

# La Mission permanente de la Côte d'Ivoire aux Nations Unies a participé également à ce Forum avec:

- SEM MORIKO Tiémoko, Représentant Permanent Adjoint de la Côte d'Ivoire aux Nations Unies.
- Monsieur Brou Yassi, Premier Conseiller;
- Monsieur Yobouet Koffi Evariste, Premier Secrétaire en charge de la seconde commission à la mission permanente de la Côte d'Ivoire aux Nations Unies ;

# ANNEXE II: LE FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU 2019 EN CHIFFRES

#### # HLPF 2019





#### ANNEXE III: PRESENTATION DU RNV DE LA CI

- Madame la Présidente du Conseil économique et social ;
- Mesdames et Messieurs honorables délégués,

Je me réjouis au nom du Gouvernement ivoirien, de présenter, devant cette auguste assemblée, le premier Rapport National Volontaire de la Côte d'Ivoire.

Après l'adoption de l'agenda 2030 en Septembre 2015, le Gouvernement ivoirien, sous la Haute Egide de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, a engagé le processus d'appropriation des ODD selon une démarche inclusive et participative avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, en particulier les Nations Unies.

Dans cette dynamique, le Gouvernement a initié plusieurs activités de sensibilisation, de consultation et de mobilisation des différentes parties prenantes, notamment les acteurs du secteur public, du secteur privé, de la Société civile, des Collectivités territoriales, des Médias, des Jeunes, des Femmes, des Parlementaires, et des institutions de la République.

Aussi, me plaît-il de partager avec vous les principaux résultats du processus d'alignement, de priorisation et d'accélération des ODD :

- 83% des cibles des ODD sont alignés sur les documents de politique sectorielle et le Plan National de Développement (PND) qui constitue le cadre unique d'opérationnalisation des Agendas 2030 et 2063;
- 40 cibles ont été jugées prioritaires par l'ensemble des parties prenantes;
- 11 super accélérateurs, et 65 mesures et réformes transformationnelles ont été identifiés comme leviers pour surmonter les 18 goulots d'étranglements qui pourraient entraver l'atteinte de chacun des 4 piliers du développement durable.

#### Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous réaffirmer toute l'importance que la Côte d'Ivoire accorde au Forum politique de haut niveau sur le Développement Durable qui offre une opportunité de capitaliser les leçons apprises afin d'optimiser la synergie d'actions et de renforcer l'efficacité des interventions.

C'est pourquoi, la Côte d'Ivoire s'est portée volontaire pour partager son expérience lors de la présente édition qui a pour thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité ».

#### Mesdames et Messieurs.

Ce rapport capitalise les conclusions des études thématiques et des rapports d'évaluations, les consultations avec les parties prenantes, principalement la Société Civile, le secteur privé, les collectivités territoriales et les partenaires au développement de même que les acquis des rapports de suivi de la mise en œuvre du PND 2016-2020. Il rend compte des avancées réalisées au niveau des 17 ODD avec un accent particulier sur les 6 Objectifs retenus pour l'édition 2019. A savoir, les objectifs 4, 8, 10, 13, 16 et 17.

Ainsi, pour **l'Objectif 4**, la Côte d'Ivoire a promulgué la loi relative à la Politique de la Scolarisation Obligatoire (PSO) pour les enfants de 6 à 16 ans en 2015. En outre, cette mesure a été soutenue par le renforcement de l'offre d'éducation formelle et la création d'offres alternatives adaptées aux besoins de certains groupes spécifiques d'enfants. Ces initiatives ont permis d'améliorer les principaux indicateurs :

- le Taux Brut de Scolarisation au primaire (TBS) est passé de 94,72% en 2013-2014 à 100,5% en 2018-2019 dont 100,4% pour les filles et 100,5% pour les garçons.
- au niveau du premier cycle du secondaire, les Taux Brut de Scolarisation sont passés de 53,8% en 2014-2015 à 70,5% en 2018-2019 dont 66,6% pour les filles et 74,4% pour les garçons.
- le taux d'achèvement au primaire est passé de 63.9% à 80.5% entre 2014 et 2018.

**Pour ce qui est de l'Objectif 8,** la Côte d'Ivoire a connu une croissance annuelle moyenne de 8% entre 2015 et 2018, faisant de son économie la plus dynamique de l'Afrique de l'Ouest et l'une des plus performantes à l'échelle mondiale. Aussi, le PIB par habitant, en terme réel, a-t-il augmenté de plus de 30% entre 2012 et 2018. De plus, une politique active et volontariste d'aide à l'emploi a été développée et mise en œuvre au profit des femmes, des jeunes diplômés, des jeunes déscolarisés, des personnes en situation de handicap et des chômeurs de longue durée.

**S'agissant de l'ODD 13**, la ratification de l'Accord de Paris par notre pays a permis des innovations institutionnelles et juridiques, notamment l'Adoption du code forestier et la révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN).

Plusieurs projets et programmes ont été initiés dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, notamment, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+, du Projet de résilience de la zone côtière (WACA) et du Projet de résilience climatique (ClimDev).

En matière de financement climatique, des études d'instauration d'une taxe carbone et de création d'un Fonds National Climat sont en cours. De plus, la Côte d'Ivoire prépare son Programme Pays au Fonds Vert pour le Climat dans le cadre du Readiness.

**Concernant l'Objectif 16,** la Côte d'Ivoire a su démontrer que la crise n'est pas une fatalité. Malgré cette situation, notre Pays a pu se relever, et constitue aujourd'hui un modèle de réussite de sortie de crise.

Cette expérience en matière de reconstruction post-conflit a d'ailleurs été présentée par Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République en décembre 2018 durant la Présidence de la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité.

Ainsi, le Gouvernement poursuit ses efforts en matière de consolidation de la paix, de la stabilité durable et de renforcement de la bonne gouvernance. A preuve, la Côte d'Ivoire s'est vu décerner en février 2019 le prix de la lutte contre la corruption par l'Union Africaine lors de la 32ème session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. En outre, le taux de détention préventive est passé de 49,28% en 2015 à 33,79% en 2018. Enfin, le pourcentage des enfants de moins de 5 ans enregistrés à l'état civil est passé de 65% en 2012 à 75% en 2017.

Au niveau de l'ODD 17, le Gouvernement ivoirien a entrepris d'importantes réformes pour la création d'un environnement propice aux affaires et à l'attractivité des investissements. Aussi, la Côte d'Ivoire at-elle enregistré un gain de 45 places entre 2012 et 2019 au classement général Doing Business, faisant ainsi de mon pays, l'un des 10 pays les plus réformateurs au monde. Ces résultats significatifs sont imputables au leadership du Chef de l'Etat ivoirien, désigné « Champion de l'Agenda 2063 et à la mise en œuvre de son premier plan décennal » par ses Pairs africains lors de la 28ème Session du Sommet ordinaire de l'Union Africaine de janvier 2017.

# Mesdames et Messieurs,

La tendance pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en Côte d'Ivoire reste encourageante. Toutefois, le pays reste devoir relever des défis importants, notamment le partage des fruits de la croissance, le renforcement de la cohésion sociale, la disponibilité de données désagrégées, la mobilisation des financements, l'adaptation de la planification aux exigences des ODD et la mobilisation de toutes les composantes de la société.

Dans l'optique d'assurer une meilleure redistribution des fruits de la croissance et de ne laisser personne de côté, le Gouvernement a adopté un Programme Social 2019-2020 d'un montant de 1,455 milliards de dollars. La Côte d'Ivoire envisage également de renforcer la mobilisation des ressources intérieures pour le financement de son développement.

# Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je voudrais remercier tous les partenaires au Développement, en particulier le Système des Nations Unies pour les appuis multiformes. Aussi, le Gouvernement ivoirien envisage-t-il sous la conduite de Monsieur Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre, Ministre du Budget et du portefeuille de l'Etat, de poursuivre et intensifier les efforts pour améliorer le bien-être des populations.

C'est pourquoi, il est prévu un plan décennal 2021-2030 et des plans quinquennaux 2021-2025 et 2026-2030, intégrant les Agendas 2030 et 2063, pour l'Afrique de demain que nous voulons plus belle et plus prospère.

Excellences, Mesdames et Messieurs, merci de votre aimable attention.

Professeur Joseph Seka SEKA

#### ANNEXE 4: DECLARATION LIMINAIRE DE LA CI

- Madame la Présidente du Conseil Economique et Social ;
- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;
- Mesdames et Messieurs honorables délégués,

# Madame la Présidente

Je voudrais vous féliciter pour le leadership avec lequel vous dirigez les présentes assises du Forum et souscrire aux déclarations faites aux noms du Groupe des 77 et la Chine, ainsi que du Groupe Africain.

#### **Mesdames et Messieurs**

Après l'adoption des ODD, la Côte d'Ivoire, sous la Haute Egide de son Président, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, s'est attelée à leur prise en compte dans son Plan National de Développement, dans les politiques sectorielles et locales.

A cet effet, des groupes thématiques multi-acteurs ont été mis en place, une feuille de route élaborée et exécutée de manière inclusive.

L'appropriation des ODD s'est faite à travers des activités de sensibilisation et de mobilisation des parties prenantes depuis 2016, afin que chaque citoyen et citoyenne devienne un acteur responsable qui contribue à l'équilibre entre la qualité de l'environnement, l'efficacité économique et le progrès social.

De ce processus, 40 cibles ont été priorisées et 11 accélérateurs identifiés dont l'un des principaux est le Programme Social du Gouvernement 2019-2020 qui comprend 12 mesures phares pour un montant de 1,455 milliard de dollars.

La Côte d'Ivoire a connu une croissance annuelle moyenne de 8% entre 2015 et 2018, la classant parmi les économies les plus dynamiques du continent.

Les défis auxquels notre Pays est confronté, concernent la redistribution des fruits de la croissance, le renforcement de la cohésion sociale, la disponibilité de données désagrégées, la mobilisation des financements, l'adaptation de la planification aux exigences des ODD, ainsi que l'implication et la participation de toutes les composantes de la société.

Pour relever ces défis, le Gouvernement poursuivra des actions vigoureuses et concomitantes afin de :

- Tirer profit du Dividende Démographique ;
- Accélérer la transformation structurelle de son économie par le développement d'une agriculture diversifiée et durable et des chaînes de valeurs inclusives, faire respecter les principes et droits fondamentaux des travailleurs, améliorer la sécurité des personnes et des biens, et accroître la productivité dans tous les secteurs de l'économie, en préservant l'environnement;
- renforcer le système national de planification et de statistique, en garantissant la disponibilité des données désagrégées pour le suivi des ODD, en intégrant les cibles prioritaires des ODD dans les politiques nationales, sectorielles et locales;
- Intensifier, selon le principe de « ne laisser personne de côté », les actions de sensibilisation, de consultation, de renforcement de capacités de toutes les parties prenantes et ;
- Mettre en œuvre avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le plan d'actions opérationnel assorti d'un mécanisme de financement des Agendas 2030 et 2063.

Pour terminer, je voudrais vous exprimer tout l'espoir que mon pays fonde sur les conclusions des prochaines rencontres de haut niveau sur le Développement Durable, en Septembre 2019, pour en accélérer sa mise en œuvre.

Je vous remercie. Professeur Joseph Seka SEKA